



Forum
International
des Transports

LEIPZIG 28-30 mai 2008

SESSION MINISTÉRIELLE

Le défi du changement climatique

Messages Clés

29 mai 2008

Le 1er Forum International des Transports s'est tenu en Allemagne à Leipzig, du 28 au 30 mai 2008.

Les messages clés qui suivent, ainsi que la note de couverture préparée par la présidence finlandaise du Forum, ont été examinés par les Ministres des Transports durant leur réunion dans le cadre du Forum.

Les Ministres ont apporté leur soutien à ces messages clés qui constituent une plateforme pour leurs actions futures.

Ces messages clés qui sont l'un des résultats marquants du Forum 2008, font l'objet d'une diffusion publique.

INTRODUCTION DE LA PRESIDENCE

Les Ministres des Transports se sont rencontrés lors du Forum International des Transports afin de discuter des défis liés à l'énergie et au changement climatique dans le secteur des transports. Il s'agit là d'une opportunité unique car c'est la première fois que les Ministres des Transports se sont rassemblés à un tel niveau pour évoquer cet important problème.

Les 51 membres du Forum International des Transports étaient présents, heureux d'accueillir l'Inde en tant qu'invité d'honneur.

Les échanges de vues entre Ministres se sont avérés particulièrement productifs, riches et dynamiques.

Nous avons remarqué que même si les réseaux et les systèmes de transport varient beaucoup entre les différents pays, il existe de nombreux points de convergence quant aux défis qui nous attendent.

Nous sommes d'accord pour affirmer que l'amélioration de l'efficacité énergétique et la réduction des émissions dues au transport sont parmi les plus grands défis auquel ce secteur est confronté. Nous sommes également convenus de travailler davantage, ensemble et au niveau national, afin de trouver les meilleures solutions. De nombreuses idées et approches politiques ont fait l'objet d'échanges de vues lors de nos discussions, y compris l'ambitieux objectif de parvenir à un secteur des transports sans émissions de carbone. Les politiques visant à améliorer la performance énergétique des transports, à réduire la congestion, à gérer le trafic routier et à soutenir le développement des transports publics en ville sont très largement partagées et vont contribuer à atteindre nos buts.

Le sujet est complexe et les contextes diffèrent d'un pays à l'autre, mais aussi d'une région à l'autre. Il n'est donc pas surprenant qu'il y ait des domaines où les points de vue divergent quant aux engagements à prendre et aux instruments à mettre en œuvre, et où des recherches, analyses et discussions plus approfondies sont nécessaires pour trouver des approches appropriées, au niveau régional, national et mondial. Ces domaines incluent la manière dont le secteur des transports peut formuler ses objectifs (par exemple des objectifs spécifiques pour ce secteur), les moyens permettant de soutenir et développer les biocarburants de manière durable et les approches concernant l'application au secteur des transports, de la manière la plus efficace possible, des mesures faisant appel aux mécanismes du marché y compris les échanges de permis d'émission. Certains pays estiment que les échanges de permis d'émissions constituent un mécanisme solide et économiquement efficace pour réduire les émissions de CO₂ du secteur des transports et sont prêts à mettre en œuvre un tel système.

Les 'Messages Clés' ci-joints, constituent un guide pour nos actions futures. Nous soutenons globalement ces messages et allons travailler à la mise en œuvre des politiques et des mesures proposées. Nous sommes bien conscients que les circonstances et les points de départ varient énormément d'un pays à l'autre et que ces messages n'ont pas un caractère contraignant et doivent être adaptés au contexte particulier de chaque pays.

Nous sommes déterminés à faire avancer cet ordre du jour et souhaitons travailler ensemble de manière étroite et partager les idées, les recherches, la technologie et les pratiques politiques.



Mme Anu VEHVILÄINEN
Ministre des Transports, Finlande
Présidente du FIT 2008

MESSAGES CLES A L'INTENTION DES MINISTRES

TRANSPORT ET ENERGIE : LE DEFI DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Contexte général

Le transport est un vecteur essentiel du développement et de la croissance économiques. Il facilite les échanges entre les pays et encourage les relations entre les peuples. L'activité des transports varie énormément et se développe à des rythmes différents selon les modes de transport et les zones géographiques. Dans de nombreuses parties du monde, l'infrastructure et les systèmes de transport sont peu développés.

Dans le même temps, l'activité des transports contribue de plus en plus et de manière significative au changement climatique de la planète. Responsable de 13 % de toutes les émissions de gaz à effets de serre d'origine humaine, le transport représente une part encore plus grande des émissions de CO₂ provenant de la combustion de l'énergie fossile, avec 23 % des émissions mondiales et 30 % des émissions de l'OCDE. A l'échelle de la planète, les émissions dues au transport augmentent plus rapidement que l'ensemble des émissions de CO₂. Le secteur dépend à 95 % du pétrole et représente 60 % de la consommation globale de pétrole. Le transport est de plus en plus exposé au prix du baril du pétrole et aux ruptures dans les approvisionnements.

Un immense défi ; une occasion pleine de promesses

Trouver le juste équilibre entre favoriser les leviers économiques du commerce et de la mobilité et réduire l'intensité de la consommation énergétique des transports ainsi que les émissions fait maintenant partie des priorités urgentes inscrites à l'ordre du jour de la politique des Ministres des Transports. Il est indispensable de réaliser un découplage entre, d'une part, la croissance des trafics et, d'autre part, la demande d'énergie et de commencer ainsi à stimuler la baisse des émissions de carbone dans le secteur des transports.

Un ensemble varié de mesures et d'instruments politiques s'avère présenter un potentiel significatif pour améliorer la performance énergétique et réduire les émissions provenant du secteur des transports. Ces choix de caractère politique reflètent nécessairement les spécificités de chacun des pays, qui abordent ces problèmes à partir de différents points de départ et à la lumière de circonstances économiques, institutionnelles, sociales et politiques diverses.

Si toutes les mesures actuellement proposées par les pays étaient pleinement mises en œuvre, la croissance attendue des émissions pourrait être réduite de plus d'un tiers. En dépit de ce constat, la plupart des indicateurs prévoient que les émissions globales liées au transport devraient augmenter des deux tiers dans les 30 prochaines années à moins que ne soient développées des technologies entraînant des changements majeurs.

Cette situation représente un énorme défi pour le secteur des transports et nécessite de manière urgente que des actions soient entreprises. Les études et les discussions entre experts montrent

cependant que ce défi peut être relevé dans le long terme et que de nouvelles opportunités prometteuses pourront de la sorte se présenter pour le monde des affaires et l'industrie.

L'engagement politique et l'action sont devenus maintenant urgents

Quelle que soit la combinaison choisie de mesures politiques, un engagement fort et une action déterminée visant à diminuer la consommation énergétique du secteur des transports afin de réduire les émissions de CO₂, sont maintenant impératifs. L'objectif général de tous les pays devrait être de réduire la dépendance des transports vis-à-vis du pétrole et de s'orienter, aussitôt que possible, vers un système de transport à faibles émissions de carbone.

Des objectifs nationaux plus spécifiques devraient également être envisagés. Certains pays se sont, par exemple, fixés des objectifs précis en matière d'améliorations des performances énergétiques du secteur des transports. D'autres travaillent sur des objectifs quantifiés de réduction des émissions de CO₂. Les pays sont vivement incités à poursuivre l'échange d'expériences et de bonnes pratiques afin que les politiques les plus efficaces et les plus appropriées soient mises en œuvre dans chaque cas.

Une approche stratégique est requise

Les pays doivent se fixer comme objectif de développer une approche stratégique globale tant pour l'ensemble des différents modes de transport que pour chacun d'entre eux et ce à tous les niveaux gouvernementaux appropriés, s'ils veulent améliorer significativement la performance énergétique des transports afin de réduire les émissions de CO₂. Cette approche doit contribuer aux programmes de limitation du changement climatique à l'échelle de l'économie mondiale et être en accord avec ces programmes.

Cette approche stratégique doit s'appuyer sur des ensembles de mesures politiques incluant le développement de la technologie, un renforcement de la recherche sur les nouvelles technologies et les carburants alternatifs, une plus grande utilisation des technologies de l'information, une gestion intégrée de la mobilité, ainsi qu'une grande variété d'outils politiques non-technologiques qui pourraient potentiellement améliorer la performance économique et réduire les émissions.

Tous les instruments potentiels, ce qui inclut les réglementations, les mesures incitatives économiques et les informations en direction des consommateurs, peuvent être utilisés pour répondre à l'objectif d'un système caractérisé par de faibles émissions de carbone. Le contexte particulier des différents pays et régions va déterminer le choix et la combinaison de ces outils politiques.

Des politiques et des mesures spécifiques au domaine du transport sont indispensables

Les mesures relevant de la politique des transports qui visent à encourager le changement dans les comportements font partie intégrante des décisions à prendre pour lutter contre le changement climatique et, parallèlement, répondre à d'autres objectifs de la politique des transports. Ces mesures incluent :

- Une meilleure organisation et un recours accru à la télématique afin d'optimiser les différents modes de transport, notamment les interconnexions entre eux ;

- Une utilisation plus efficace du chemin de fer, de la navigation intérieure et du transport maritime à courte distance pour le transport de marchandises ;
- Une promotion renforcée et une amélioration de la qualité des services des transports publics et du chemin de fer ainsi qu'un encouragement à l'utilisation des moyens de transport non motorisés comme la marche et le vélo, spécialement dans les villes où la plupart des gens vivent ;
- Des actions pour gérer la demande de trafic et réduire la congestion ;
- Des concepts logistiques plus efficaces ;
- Des efforts continus pour mieux intégrer l'aménagement du territoire et la planification des transports ;
- Un recours aux instruments tarifaires afin d'encourager les changements de comportement et faire en sorte que les externalités soient prises en compte.

L'application d'un système de permis d'émission pour certains modes de transport, notamment le transport aérien et le transport maritime, fait l'objet d'un débat tout à fait spécifique. Toutefois, les pays membres du forum ne sont pas parvenus à un consensus quant à la manière dont un tel système pourrait être appliqué au niveau international en tant qu'instrument de lutte contre le changement climatique.

L'application de mesures reposant sur des mécanismes de marché tels que les échanges de permis d'émissions pour résoudre les problèmes d'émissions émanant du secteur des transports, notamment des modes ayant une dimension internationale tels que le transport aérien ou le transport maritime, bénéficierait sans nul doute de la poursuite des discussions entre les pays afin de mieux comprendre l'usage qui pourrait être fait de telles mesures au niveau du secteur des transports en tant qu'instrument permettant de réduire les effets sur le changement climatique global.

Soutenir le développement technologique est essentiel

Les différentes options permettant d'assurer à long terme la fourniture d'énergie au transport doivent être mises en œuvre de manière urgente. Parmi ces options, on peut notamment citer le développement et l'acceptation par le marché de carburants alternatifs et de technologies de propulsion efficaces comme les carburants avancés tirés de la biomasse, les véhicules hybrides, électriques, à hydrogène ou à piles à combustibles.

Atteindre un objectif de faibles émissions de carbone dans le secteur des transports va nécessiter un soutien accru en matière de recherche, de développement, de démonstration et d'innovation. Nul doute que les mesures suivantes constituent un bon moyen de progresser en direction de cet objectif : partager la technologie et les meilleures pratiques ; donner l'exemple au niveau des pratiques d'achat des autorités publiques.

A plus court terme, il faudra saisir toutes les occasions pour promouvoir les importantes améliorations susceptibles d'être apportées à la technologie actuelle en matière de performances énergétiques, améliorations qui pourraient être obtenues en associant différents instruments comme les réglementations, les incitations économiques et fiscales ainsi que les campagnes d'information conçues pour encourager les consommateurs à choisir les technologies les plus performantes en matière d'énergie. Par exemple, la formation à la conduite écologique et

l'équipement des véhicules avec des instruments d'information en temps réel encourageant une conduite performante sur le plan énergétique semblent être des mesures prometteuses.

Les biocarburants peuvent jouer un rôle utile dans la réduction des émissions de CO₂ dans le secteur des transports par rapport aux carburants fossiles. Toutefois, la production de biocarburants doit être réalisée d'une manière écologiquement, économiquement et socialement durable. Le travail actuellement effectué pour améliorer la durabilité de ces biocarburants doit être poursuivi et partagé, tandis que la recherche pour développer les biocarburants de deuxième génération doit être davantage encouragée et bénéficier d'une priorité.

L'action doit être menée à tous les niveaux d'autorité

Il faut mettre en place différentes actions au niveau local, régional et national et dans les différents pays afin de limiter les émissions de CO₂ dues aux transports. Parmi ces actions on peut citer :

- Une prise en compte systématique des conséquences en termes d'émissions de CO₂ des mesures de politique des transports et des décisions d'investissement ;
- Une priorité mise sur les mesures relevant de la politique des transports qui génèrent les meilleurs résultats en termes d'émissions de gaz à effets de serre, prennent dûment en compte les autres effets environnementaux et ont une rentabilité économique (rapport coût-efficacité). La rentabilité est un critère essentiel afin de maximiser l'impact des politiques alors que les ressources disponibles sont limitées ;
- Une amélioration de la qualité des données nationales, de leur disponibilité, comparabilité, cohérence et analyse tant au niveau de l'ensemble des pays que pour chacun d'entre eux, de manière à ce que les actions politiques ainsi que leurs effets soient mesurables, rapportables et vérifiables.

Véhicules

L'Union Européenne, le Canada, les États-Unis et le Japon progressent dans la mise en place de réglementations sur la consommation en carburant des nouveaux véhicules à moteur. Cette avancée doit être poursuivie et renforcée pour atteindre les objectifs ambitieux décrits ci-dessus.

Plus spécifiquement, le Forum Mondial de la CEE-ONU pour l'Harmonisation des Réglementations relatives aux Véhicules (WP.29) doit accélérer son travail visant à développer pour les véhicules des méthodologies, des cycles de test et des méthodes de mesure qui soient communs.

Transports maritime et aérien

Il est impératif que les émissions provenant des transports internationaux aériens et maritimes continuent d'être prises en compte et qu'elles soient incluses dans les futures solutions destinées à limiter le changement climatique planétaire. Le travail actuel effectué dans cette direction au sein de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) et de l'Organisation Maritime Internationale (OMI) constitue un pas positif. Ces organisations sont incitées à accélérer leurs discussions.

Aller de l'avant

Les Ministres des Transports doivent jouer un rôle proactif s'ils veulent relever les défis que posent au secteur des transports l'énergie et le changement climatique. Ils doivent collaborer avec les différentes instances gouvernementales et tous les acteurs du secteur afin de mettre en œuvre des solutions efficaces sur le plan économique permettant de réduire la dépendance à l'égard du pétrole ainsi que les émissions de CO₂.

Un dialogue et des échanges continus sont nécessaires pour atteindre l'objectif ambitieux d'un futur système de transport caractérisé par de faibles émissions de carbone.